

« La seule énergie dont on maîtrise tous les tenants et aboutissants en Europe, c'est le nucléaire, et on débat à l'infini pour savoir s'il faut la développer ! »

► expert. Les premiers chiffrages, pour la construction des trois premières paires d'EPR, tournaient autour de 50 milliards d'euros. EDF évoque désormais 67 milliards mais nombre d'experts s'attendent à une facture finale bien plus élevée.

« Dans le monde, à l'exception de la Chine, on voit que les dépassements de budget sur les gros réacteurs nucléaires ont toujours été très importants », explique Jean-Jacques Nieuviaert. Lourdemment endetté, EDF ne pourra pas prendre en charge le coût de l'investissement. Face à l'ampleur des sommes à mobiliser, l'Etat, lui aussi dans une situation financière délicate, procrastine. « C'est l'arroseur arrosé. S'il n'y avait pas eu des mauvaises décisions dans le passé, comme la mise en place de l'Arenh, ce système obligeant EDF à vendre une partie de son électricité à prix cassé, ou la fermeture de Fessenheim, nous n'en serions pas là. En faisant payer quelques euros de plus tous les ans aux consommateurs, nous aurions pu disposer sans aucun problème de la somme nécessaire pour financer le parc », assure Jean-Jacques Nieuviaert.

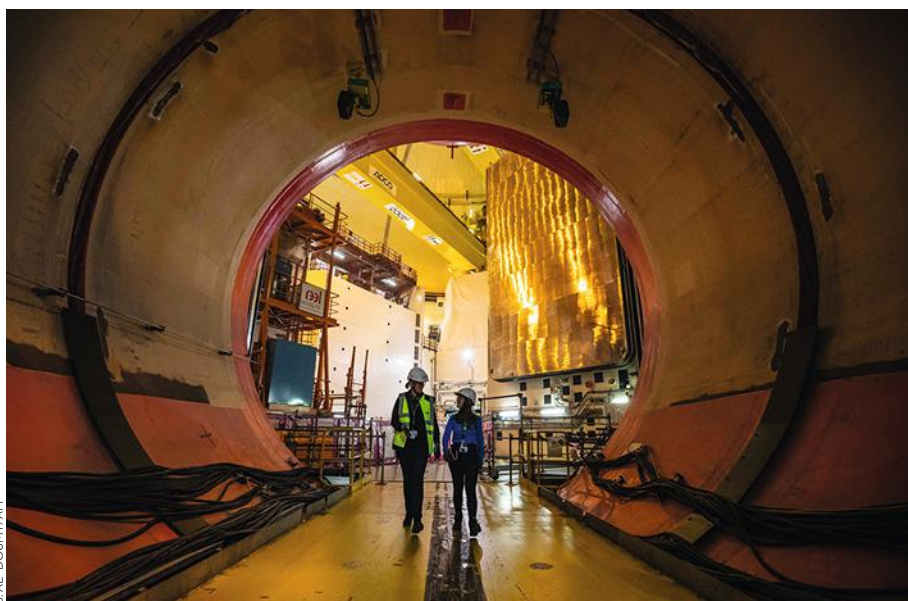
Bernard Accoyer pointe lui aussi les erreurs passées : « Si on ajoutait aujourd'hui les électrons manquants de Fessenheim et qu'il n'y avait pas de modulation, c'est-à-dire de réduction de l'activité des réacteurs nucléaires lorsque le solaire et l'éolien fournissent de l'énergie au réseau, la production nucléaire française aurait déjà atteint le niveau qu'elle vise pour 2030 ! » Les EnR, un caillou dans la chaussure qui continue d'exaspérer les défenseurs du nucléaire. « On dit souvent que leur coût est inférieur à celui du nucléaire. Mais, dans les calculs, on ne prend jamais en compte tous les investissements induits par ces énergies vertes comme les installations de stockage de l'électricité, ou encore le raccordement des éoliennes en mer au réseau terrestre », regrette Claude Jaouen.

« Avec un coût du capital correct, si vous construisez vite et bien les centrales nucléaires, vous avez des machines à produire de l'électricité vingt-quatre heures sur vingt-quatre, sept jours sur sept, à un coût de l'électricité compatible avec ce dont on a besoin », assure Cécile

Maisonneuve. « Quand on regarde nos besoins et l'éventail des technologies disponibles, c'est même la meilleure solution pour l'industrie », confirme Nicolas de Warren, patron de l'Union des industries utilisatrices d'énergie (Uniden). Pour assurer la compétitivité du tissu industriel, le porte-parole des entreprises électro-intensives imagine même un partage des tâches : l'ancien nucléaire, au coût déjà amorti, serait réservé en priorité aux secteurs exposés à la concurrence internationale – donc, l'industrie – tandis que le nouveau nucléaire, forcément plus coûteux au départ, fournirait de l'énergie aux ménages et au secteur des services.

Mais le gouvernement ira-t-il un jour vers ce genre d'arbitrage ? Peu d'experts y croient. Ils déplorent au contraire un manque de vision et des choix incohérents. Sur la consommation d'électricité, par exemple. Beaucoup d'efforts ont été entrepris pour la diminuer sur la période récente, soulignent plusieurs spécialistes. Cette sobriété devait nous protéger d'un éventuel *black-out* lors de l'épisode de corrosion sous contrainte en 2022 et répondre à la problématique du réchauffement climatique. Le hic ? La demande d'électricité reste amorphe, d'autant plus que l'industrie va mal. « En regardant uniquement la courbe de cet agrégat, aucun investisseur ne choisirait de construire des EPR aujourd'hui », admet Cécile Maisonneuve.

Autre incohérence, le gaz reste moins taxé que l'électricité, alors que celui-ci reste majoritairement une énergie fossile importée. « Ce traitement différencié prive l'atome d'une partie de la demande. La filière gaz reste protégée », dénonce un spécialiste qui compte désormais sur un appel d'air venant de l'implantation de gros data centers en France, pour mieux justifier l'implantation des EPR. « Aujourd'hui, développer les énergies renouvelables revient à acheter des produits chinois. D'un point de vue géopolitique, cela pose un problème. La seule énergie dont on maîtrise tous les tenants et aboutissants en Europe, c'est le nucléaire, et on débat à l'infini pour savoir s'il faut la développer ! Nous sommes dans une situation aberrante. Nous devrions raisonner en termes d'avantages comparatifs : qu'est-ce que je sais faire, moi, que les autres ne savent pas faire ? » alerte Cécile Maisonneuve. Sauf qu'à Paris ou Bruxelles le message a toujours autant de mal à passer. ✱ **SÉBASTIEN JULIAN**



« L'Etat doute de la capacité d'EDF à maîtriser les coûts », comme à Flamanville.